

<b>Source name</b>	Mercredi 20 septembre 2023
Le Journal de Montréal	
<b>Source type</b>	Le Journal de Montréal
Press • Newspapers	• p. 6
<b>Periodicity</b>	• 484 words
Daily	
<b>Geographical coverage</b>	
Provincial	
<b>Origin</b>	
Montreal, Quebec, Canada	

# DES LEADERS DE LA COMMUNAUTÉ SIKHE CRAIGNENT LE PIRE

POLITIQUE Diplomatie

OLIVIER FAUCHER ET CLARA LOISEAU

**Des leaders de la communauté sikhe de Montréal craignent pour leur sécurité après le meurtre d'un des leurs en sol canadien, qui aurait été ordonné par l'Inde.**

«**N**e seriez-vous pas tourmenté si vous saviez que quelqu'un veut vous tuer ?» demande Chattar Singh Sani, secrétaire général du temple sikh Gurdwara Guru Nanak Darbar, établi à LaSalle et à Parc-Extension.

Il a appris avec émotion lundi que le meurtre de Hardeep Singh Nijjar aurait été commandité par le gouvernement indien, selon ce qu'a allégué le premier ministre Justin Trudeau.

Cette situation inquiète beaucoup M. Singh Sani, qui a beaucoup écrit dans le passé en faveur de la séparation du Punjab, qu'il compare d'ailleurs au Québec dans le Canada.

«Le Punjab est enclavé par un océan d'hindous comme le Québec est entouré d'anglais », résume-t-il.

Interdit d'entrée en Inde par le gouvernement pour ses opinions politiques, Chattar Singh Sani craint d'être ciblé par les autorités indiennes. «S'ils peuvent venir

[au Canada] et tuer quelqu'un dans un temple sikh, ça me fait peur.»

Son collègue, qui préside le temple de LaSalle, partage ses craintes.

«Ils ciblent les gens qui parlent contre le gouvernement de l'Inde. Ils nous ciblent parce qu'on demande notre pays », lâche Surjit Singhen en entrevue téléphonique.

## MESSAGE FORT

Pour John Packer, professeur associé à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa, cet assassinat envoie un message très fort aux leaders sikhs qui se positionnent pour la création d'un État sikh.

«C'est sûr que certains leaders au Canada doivent avoir des craintes. Il y a une communauté sikhe importante, qui partage le même désir d'indépendance », ajoute M. Packer.

«Pour l'Inde, de parler en public et d'inciter les gens vers la création d'un État khalistanien indépendant, c'est un acte

séditieux passible d'emprisonnement, alors qu'au Canada, on peut parler d'indépendance du Québec, de la Catalogne ou de l'Écosse et on est protégé par une certaine liberté d'expression », explique de son côté Mathieu Boisvert, directeur du Centre d'études et de recherches sur l'Inde, l'Asie du Sud et sa diaspora (CE-RIAS).

Mais, de son côté, le président de la India Canada Association de Montréal, Chandra Singh, refuse de croire que l'Inde a pu commettre un tel geste. «La plupart des hindous n'ont pas aimé ça [l'accusation de Justin Trudeau] », dit-il.

Il craint que cela crée des tensions dans les communautés originaires de l'Inde vivant ici.

«Ça fait mal [aux relations]. On est venus ici pour vivre en paix. Tout le monde [dans la communauté] s'appelle depuis hier et se demande ce qui se passe.»

## MALAISE ÉVIDENT

Le malaise était d'ailleurs palpable chez de nombreux Montréalais originaires de l'Inde interpellés sur la rue par Le Journal dans le quartier Parc-Extension.

Une douzaine d'entre eux ont prétexté ne pas parler anglais ou français lorsque nous leur avons présenté le sujet de notre reportage, même s'ils avaient d'abord admis parler l'anglais.